

# LE SOCIALISME

## *Causerie et infos en bref.*

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

**Le 5 octobre 2026**

Encore du très lourd dans cette causerie, où l'on aborde plusieurs sujets sur le fond en toute indépendance et sincérité, exercice réalisé sans filet, sans parachute, mais rassurez-vous, je ne me suis pas cassé la gueule, tout va bien, je suis entier, c'est même ce qui me caractérise.

Côté santé, il y a toujours des hauts et des bas que je ne m'explique pas, il faut être patient. Là-haut, côté neurones, il y a toujours un pilote dans l'avion, pas vraiment suicidaire ou cascadeur, bien que je lui fais subir un traitement au long cours jusqu'à des heures indues, jusqu'à épuisement, que voulez-vous, on n'a qu'une vie ! J'entends finir la mienne dans mon lit tranquillement, mais faudrait-il encore que j'y sois plus souvent ! Vous voyez qu'on est con parfois, si, si, j'y tiens parce que je le pense, je suis incorrigible, comme un gosse, ici, il n'y a personne pour me corriger, pour me brider un peu, alors dès que je peux partir dans un excès, je plonge la tête la première dedans !

Sans déconner, ma compagne pleure souvent en voyant mon état de santé dégradé, on ne le dirait pas en lisant mes causeries, n'est-ce pas ? Mais où va-t-il chercher tout cela ? La fureur de vivre et de mourir de la même manière, la moins conne possible, pour quoi, pardi, pour notre cause, la justice, la vérité, la liberté, le socialisme !

---

### **On a enfin trouvé le madame pipi de la Ve République.**

- Raphaël Glucksmann a dit « *pisser* » sur Jean-Luc Mélenchon.

Glucksmann, on devrait le dissoudre dans un bain d'hydroxyde de potassium, il n'en resterait plus une trace, je me suis renseigné !

---

### **Qui est-ce tortionnaire ?**

Il est présenté comme l'homme de la "*retraite à 67 ans*" depuis un entretien en 2021 dans lequel il évoquait un relèvement de l'âge de départ à "65, 66, 67 ans". AFP 29 septembre 2026

Réponse : Edouard Philippe, le candidat officiel de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste ou l'Etat profond ou encore, le groupe Bilderberg, auquel il a participé à trois reprises depuis 2016.

## Qui a dit ?

- « ***La guerre est horrible. Je la déteste ! Les seuls qui s'enrichissent sont ceux du complexe militaro-industriel, sur le dos des pauvres gens qui ne gagnent pas leur vie.*** »

Réponse : Rocky, dit Rambo ou Sylvester Stallone, dans une interview accordée à « *El País* » dimanche 4 octobre, à l'occasion de la parution de sa biographie « *Les Marches* », il explique les raisons de son revirement concernant Donald Trump. Il a notamment critiqué sa décision d'intervenir militairement en Iran.

Une position qui peut surprendre d'autant que le comédien de 80 ans avait ouvertement soutenu Donald Trump en 2024. Quelques jours seulement après son élection, il l'avait présenté lors d'un événement à Mar-a-Lago comme « *une figure mythologique* » et un « *deuxième George Washington* ». Le locataire de la Maison Blanche l'avait ensuite nommé « *ambassadeur de Hollywood* », ce que l'acteur avait refusé.

« *Parfois, on dit des choses qu'on ne devrait probablement pas* », lance-t-il concernant ses propos après la victoire de Donald Trump en 2024. Et de confier : « *J'ai beaucoup changé d'avis sur la politique. Elle attire beaucoup de monde, mais les choses évoluent.* » Il cible alors la décision d'engager l'armée américaine dans un conflit en Iran : « *La guerre est horrible. Je la déteste ! Les seuls qui s'enrichissent sont ceux du complexe militaro-industriel, sur le dos des pauvres gens qui ne gagnent pas leur vie.* »

Sylvester Stallone souligne qu'il « *déteste l'idée d'être en Iran* » : « *Quand j'ai fait Rambo, j'ai parlé de la guerre du Vietnam. Depuis la Corée, on va dans des pays sans aucune raison valable. La guerre n'est justifiée que si on est attaqué. Pourquoi y allons-nous ?* » « *J'ai tellement pitié des soldats. Leurs vies sont brisées, et pourtant ils continuent de défendre le drapeau* ».

J-C – Pour un peu cela le rendrait presque sympathique ! Je n'ai jamais vu un des films dans lesquels il a tourné, la brute épaisse, ce n'est pas mon style.

Comme quoi il est préférable de s'abstenir de juger les autres ou de les traiter de con, car le jour où ils cessent de l'être, même momentanément, c'est nous qui le devenons et on n'a pas l'air fin !

---

## France. Mouvement social des lycéens, enseignants, étudiants, parents d'élèves.

### Le mauvais exemple vient toujours d'en haut sous un régime antidémocratique.

La violence de l'appareil d'Etat engendre la violence dans toute la société. Le régime de Macron est un mélange de néoconservatisme et de néolibéralisme particulièrement violent.

Tous les jeunes ont compris qu'un génocide était en train de se produire à Gaza cautionné par Macron et tous les partis qui soutiennent le régime en place. Ils savent aussi que le gouvernement et tous les partis présents à l'Assemblée nationale arment et supportent le régime néonazi de Kiev, dans ces conditions les jeunes les imitent en retournant la violence contre les institutions. Ils savent aussi que les riches se goinfrent comme jamais, qu'il y a de l'argent pour la guerre, mais pas pour l'école et l'université entre autres. Ils n'en peuvent plus de vivre dans une société aussi injuste, antidémocratique et liberticide, qui ne leur offre aucun avenir. Ils osent la défier ou remettre en

cause cette dictature, ce que ses partisans n'apprécient pas du tout. Du coup, ils instrumentalisent le moindre acte de violence afin de justifier le recours à la répression policière.

Que faire sachant que plus de 95% des mouvements sociaux se terminent par un échec depuis au moins 25 ans ?

La grève générale des lycées, étudiants et travailleurs avec leurs organisations ne serait apporter une réponse durable favorable à leurs revendications sociales, car, en 1936, en 1947, en 1953, en 1968, en 1995 (grève reconductible), en 2006, en 2023, aussitôt que les capitalistes ont consenti des mesures ou des réformes sociales parce que le rapport de forces entre les classes leur était défavorable, à l'exception des congés payés, chaque fois, petit à petit au fil du temps, ils reprirent d'une main ce qu'ils avaient dû concéder à contrecœur de l'autre, ou s'ils ne revinrent pas dessus, c'est parce qu'ils les avaient intégrés dans le fonctionnement du capitalisme, et ils en tiraient tellement de profit qu'ils ne souhaitaient plus les remettre en cause.

Par exemple, les secteurs du tourisme qui s'est développé suite aux congés payés, ainsi que celui des divertissements (loisirs, cinéma, sports, etc.) qui s'est développé suite à la baisse du temps de travail et au deuxième jour de congé hebdomadaire, pèsent plus de 310 milliards d'euros par an et plus de 3 millions d'emplois directs et indirecte. Il ne faut pas perdre de vue non plus, que chaque augmentation de salaire va se traduire par plus d'achats, ce qui signifie que cet argent ou cette part de la plus-value produite par les travailleurs qui leur a été versée en guise de rémunération va retourner dans le cycle du capital et l'achever, donc en réalité elle atterrit dans la poche du capitaliste, qui est bien heureux d'avoir vendu sa camelote et réaliser la plus-value qui lui permet de s'enrichir.

Par conséquent, vous aurez compris qu'on est très éloigné de la remise en cause du capitalisme, on tendrait plutôt à s'en accommoder, si on en restait là en termes de lutte de classe. Ce qu'il faut préparer et proposer, c'est la grève générale insurrectionnelle reliée à des objectifs politiques, car sans les atteindre nous ne pourrions jamais satisfaire nos besoins sociaux et réaliser nos aspirations démocratiques légitimes.

Cela nécessite d'avancer résolument vers la rupture avec le capitalisme et ses institutions nationales et internationales. Certains en font un préalable ou une condition, cela se discute, tout simplement parce que la plupart des travailleurs ne sont pas mûr pour passer au socialisme. Je crois qu'on peut faire preuve de souplesse sans se compromettre, tout en demeurant ferme ou intransigeant sur le principe, sachant que le développement du processus révolutionnaire poserait à un moment donné cette question avec une telle acuité, que personne ne pourrait se défilier, il arriverait fatalement un moment où cette rupture s'imposerait sous peine de trahir notre engagement politique ou basculer dans le camp de la réaction.

Depuis bientôt un demi-siècle, les conditions sociales de la classe ouvrière n'ont cessé de régresser sur tous les fronts, j'entends globalement, et il en va de même sur le plan politique, puisque la dictature en est arrivée à interdire des journaux, des revues, des spectacles, des conférences, des colloques, des manifestations, des organisations, à confiner en 2021 l'ensemble de la population pendant 2 mois, hors temps de travail, l'esclavage ne doit pas souffrir de trêves, à participer à une multitude de guerres sans le consentement de la population et sous des prétextes frauduleux, ils supportent des régimes ouvertement fascistes ou nazis, en Ukraine, en Palestine occupée, en Argentine, ils fraient avec des régimes totalitaires, au Qatar, en Arabie Saoudite, en Syrie, ils ont même été jusqu'à annuler le résultat d'un référendum (mai 2005 - TCE) parce qu'il ne leur convenait pas...

Plus prosaïquement, alors qu'il y aurait de quoi satisfaire les besoins matériels ou sociaux de l'ensemble de la population mondiale, la majeure partie d'entre elle en est privée, et doit se débattre quotidiennement pour survivre, à la longue une telle débauche de violence ne banalise pas seulement la violence, elle légitime le recours à la violence pour y mettre un terme, puisqu'il n'existe pas d'autres moyens pour en venir à bout.

Est-ce un appel à la violence ? C'est le refus de la condamner et de s'interdire d'y recourir pour faire valoir notre cause et la faire triompher. On ne se bat pas pour se faire plaisir ou pour le plaisir de se battre, pour vivre mieux sous un régime esclavagiste, mais pour le vaincre. Nous sommes le nombre, la force, la démocratie, nous vaincrons leur dictature et nous leur imposerons la nôtre puisque c'est l'unique langage ou moyen qu'ils connaissent !

**Je rajoute un truc qui m'est venu à l'esprit en me réveillant.**

(Réalisé avec l'aide de l'IA, ma documentaliste ou mon encyclopédie à domicile pour les références historiques. J'ai évidemment largement remanié son texte.)

**La violence appelle la violence. La violence vient toujours d'en haut. Un autre exemple**

Pour la population comme pour la quasi-totalité des partis politiques (y compris le Parti communiste à cette époque), l'indépendance des colonies n'était pas envisageable, les Français manifestaient un attachement aveugle à l'Empire colonial devenu l'« *Union française* » en 1946.

En septembre 1945, un sondage de l'IFOP indiquait que 63 % des Français s'exprimèrent contre l'indépendance. Lorsque les conflits ont éclaté (fin 1946 en Indochine), la guerre a d'abord été menée dans une relative indifférence, car elle ne mobilisait que des soldats de métier et non les appelés du contingent. Ce n'est qu'au tournant des années 1950, face au coût financier et humain, que les Français devinrent massivement lassés et hostiles à ces guerres coloniales.

Bref, c'est malheureux à dire, mais c'est toujours la même chose qui se répète. S'ils ne sont pas directement concernés, si cela ne leur coûte rien, ils laissent le gouvernement faire ce qu'il veut sans se soucier des conséquences dramatiques de sa politique sur les autres couches de la population ou sur les autres peuples, si en plus cela leur rapporte quelque chose, alors là ils le soutiennent ouvertement, c'est épouvantable, mais c'est comme cela.

**Concernant l'Algérie.**

Bien que l'attachement des Français à l'Algérie française soit resté fort jusqu'au coup d'Etat du général de Gaulle en 1958, les années suivantes la lassitude les gagna face à une guerre qui s'éternisait et les divisait.

Il fallut attendre que de Gaulle évoque l'« *autodétermination* » de l'Algérie dans un discours le 16 septembre 1959, pour que l'opinion en métropole commence à basculer l'année suivante dans le camp de l'indépendance et de la paix. Ce rejet de la poursuite de cette guerre coloniale sera acté une première fois lors du Référendum sur l'autodétermination du 8 janvier 1961, où 75,3 % voteront « *oui* » en France métropolitaine, puis une seconde fois, lorsqu'après la signature des accords d'Évian intervenue le 19 mars 1962, un second référendum sera organisé en métropole le 8 avril 1962, lors duquel les Français approuveront l'indépendance à 91 %.

Bref, les masses ont été entraînées dans cette guerre qui n'était pas la leur, elles ne l'ont jamais souhaitée, elles ont été manipulées par les représentants du capitalisme et du mouvement ouvrier, car il ne faut jamais oublier que la SFIO (PS) et le PC figurèrent dans le camp de ces guerres coloniales jusqu'au jour où leurs fins étaient annoncées.

On se fera un malin plaisir, à saluer au passage les militants qui avaient rejoint la SFIO ou le PC à cette époque, dont l'orientation politique était étrangère au socialisme et au communisme, et qui malheureusement aussi, demeurèrent attachés à ces partis parfois durant le restant de leurs jours, ce qui explique en partie pourquoi nous en sommes toujours là aujourd'hui, mille fois hélas !

---

**Le 2 octobre au JT de TF1 le ministre français de l'Intérieur, Laurent Nuñez. Ce dernier a annoncé 1 747 interpellations au cours de la journée, et plus de 5 000 depuis le 28 septembre. RT 3 oct. 2026**

« 735 établissements » ont été perturbés vendredi, selon le ministre de l'Éducation, Edouard Geffray.

**Violences lycéennes en France : interpellations par milliers, policiers roués de coups, femme brûlée au visage à Marseille - RT 3 oct. 2026**

<https://rtenfrancais.tv/france/138654-violences-lyceennes-milliers-interpellations-blesses>

J-C - Il y en a qui en pincent pour le média russe RT, voilà un article digne de BFMTV, LCI ou CNews, bien pourri.

Il faut être naïf ou un connard, un réac, pour apprécier un média d'une grande puissance.

On en trouve un paquet parmi les sympathisants de Soral ou du RN-FN, chez les souverainistes de droite comme de gauche, sinon des paumés parmi ceux issus du mouvement ouvrier en quête de nouveaux repères. La logique la plus élémentaire devrait suffire pour ne pas tomber dans ce piège, mais malheureusement, c'est ce qui fait défaut à la plupart des travailleurs, y compris ou surtout chez les bac +7 à 10 !

---

**Blocage des lycées : « Nous ne pouvons supporter que nos jeunes soient meurtris, enfermés et réduits au silence » - Le Nouvel Obs 4 octobre 2026**

Un collectif de 52 avocats dénonce « une répression disproportionnée et violente » à l'encontre des lycéens qui bloquent leurs établissements. Tous les avocats qui se mobilisent sont issus de la Conférence du stage, le plus prestigieux concours du barreau de Paris.

Partie de Créteil, où l'absence de professeurs non remplacés avait suscité la contestation des élèves, elle touche désormais plus de 400 établissements scolaires.

Les revendications des élèves sont simples, sinon banales : disposer de conditions d'apprentissage décentes.

Elles se déclinent au gré des carences locales. Ici, les élèves dénoncent les prix trop élevés à la cantine. Là, les murs gorgés d'eau, les rats, les punaises de lit et les douches cassées d'un internat. Un peu partout, le manque d'effectifs parmi les assistants d'éducation et les enseignants eux-mêmes.

Ces derniers, à la manière des juges des enfants quittant leurs fonctions, résignés par l'impossibilité matérielle de mettre en œuvre les décisions qu'ils prennent pour protéger les mineurs, partagent le désarroi de leurs élèves face à une institution exsangue.

Ils le partagent tant que certains se voient dans la nécessité de s'interposer entre eux et les forces de l'ordre afin d'assurer leur protection.

Car face à eux, la réponse de l'État à ces protestations est celle de la répression disproportionnée - et de la répression la plus violente.

Plusieurs blessés graves, dont un enfant de 14 ans touché au visage à bout portant par un lanceur « *Cougar* », apparaissent dans diverses vidéos rendues publiques. Un élève du lycée Balzac, à Tours, est actuellement hospitalisé par suite de ce qui semble être un tir de LBD.

Partout, des lycéens, des professeurs et des journalistes ont fait l'objet de charges, de tirs à l'arme « *non létale* » ou encore de coups de bouclier.

Des enseignants ont dénoncé des « *scènes de violences policières inacceptables.* »

1 793 gardes à vue

Les interpellations de mineurs se comptent par centaines. Le ministère de la justice a annoncé que 1 793 personnes avaient été placées en garde à vue en quatre jours.

Au moins trois enquêtes de l'IGPN sont actuellement ouvertes pour des blessures de lycéens, à Saint-Ouen-l'Aumône, à Sevran et à Tours.

Certains de nos confrères, aux Barreaux de Paris et de la Seine-Saint-Denis, ont déjà déposé plainte pour des violences qui auraient eu lieu en garde à vue.

À Saint-Denis, plusieurs d'entre eux dénoncent publiquement des entraves répétées aux droits de la défense. Des lycéens décrivent des pressions pour renoncer au droit d'être assisté d'un avocat. Combien de fois faudra-t-il répéter que l'avocat n'est pas un obstacle à l'enquête, mais la condition de sa régularité ?

Des mineurs, dès 13 ans, font l'objet de ces gardes à vue dans tout le pays. Cette mesure terriblement violente, en théorie exceptionnelle et plus encore lorsqu'il s'agit d'enfants, est de toute évidence exploitée massivement comme un outil de répression.

L'écart entre le volume d'interpellations et les poursuites annoncées suggère une proportion très importante d'arrestations sans suites : on enferme d'abord, on réfléchit - ou régularise - ensuite.

Les magistrats du parquet, seuls décisionnaires de la mise en mouvement des poursuites, se trouvent ainsi mis face au fait accompli par la police qui interpelle sans guère de distinction.

Droits fondamentaux

Ce renversement n'a rien d'anodin. La garde à vue est placée sous le contrôle du procureur de la République et l'article 66 de la Constitution fait de l'autorité judiciaire la gardienne de la liberté individuelle.

Mais lorsque le rythme des interpellations paraît dicté par les impératifs d'ordre public fixés place Beauvau et que le parquet n'intervient plus qu'en aval, le centre de gravité de notre procédure pénale se déplace silencieusement de l'autorité judiciaire vers les consignes du ministère de l'Intérieur.

Ce n'est plus la justice qui encadre la police, c'est la police qui saisit la justice d'un fait accompli.

Et lorsque la justice se penche sur les actions des mineurs interpellés, même s'ils n'ont commis aucun acte répréhensible, il est déjà trop tard : la violence d'État a été commise par un pouvoir répressif qui n'est pas sous contrôle des institutions qui en ont la prérogative.

Il appartient ainsi à l'institution judiciaire de réagir avec la plus grande fermeté et justesse à cette situation, car le droit protège particulièrement les enfants.

Les mesures de garde à vue prises à leur rencontre sont censées obéir à des règles particulières, plus exigeantes que pour les adultes. La privation de liberté d'un enfant, ce qu'est la garde à vue, ne doit être envisagée qu'en « *dernier ressort* » et pour la durée la plus brève possible.

Surtout, les mineurs, comme les majeurs, bénéficient d'un droit à l'expression collective des idées et des opinions, d'un droit à être entendu, de la liberté d'expression et de la liberté d'association.

Nous, avocats, ne pouvons nous résigner à constater silencieusement l'impuissance des autorités judiciaires face aux atteintes graves perpétrées par le bras armé du pouvoir exécutif sur des enfants.

Nous ne pouvons supporter qu'en réponse à l'exercice de droits fondamentaux, nos jeunes soient meurtris, enfermés et réduits au silence.

Nous appelons, simplement, au respect des droits de ceux que la République doit protéger le plus.

Pour accéder à la liste des avocats signataires.

<https://fr.news.yahoo.com/blocage-lycees-ne-pouvons-supporter-060006778.html>

---

## **France.**

J-C - La Ve République est un régime carcéral.

### **Surpopulation carcérale en France : plus de 90 000 détenus, un nouveau record - RT 3 oct. 2026**

Le nombre de détenus en France a atteint un nouveau record au 1er septembre 2026, avec 90 020 personnes incarcérées, en hausse de 6.8% en un an, alors que le nombre de places effectives était à la même date de 63 348, soit une densité carcérale de 142,1%, selon des chiffres du ministère de la Justice dévoilés ce 3 octobre. RT 3 oct. 2026

## Lu

- Pourquoi les scandales à deux balles occupent-ils autant d'espace quand l'innommable passe au second plan ?

Que vaut une condamnation du racisme si elle s'arrête là où commence la défense des Palestiniens ?

---

## En famille. Un aveu.

Ils ont appelé à la démission de Bardella de la présidence du RN-FN, parce que ce sont eux qui se porteraient garants de l'intégrité du président de ce parti, de la même manière ils ont appelé M. Le Pen à renoncer à nommer Bardella Premier ministre si elle remportait l'élection présidentielle, parce qu'ils comptent lui présenter des candidats compatibles RN-FN !

---

## Ils osent tout

**Quand des imposteurs ou escrocs professionnels accusent quelqu'un de mentir, quelle est votre réaction ?**

- De Gérald Darmanin à François Ruffin, en passant par Édouard Philippe et Olivier Faure, plusieurs responsables jugent le président du RN disqualifié. HuffPost 2 octobre 2026

J-C - Eux ils sont qualifiés pour assurer la continuité des institutions antidémocratiques de la Ve République dont ils sont le produit, ce n'est pas mieux !

- *"Si j'avais commis les mêmes écrits, à la seconde même, je partirais", a affirmé le patron du PS, Olivier Faure. Quand l'ex-finaliste à la présidentielle Ségolène Royal, elle, a jugé "incompatible" qu'il reste eurodéputé et s'est interrogée sur France 2 et France inter: "Comment cette imposture a pu durer aussi longtemps? Il ne s'était jamais démarqué des propos antisémites de Jean-Marie Le Pen".*

Le candidat Horizons à la présidentielle Édouard Philippe : *"Avec les extrêmes, lorsque vous chassez le naturel, il finit toujours par revenir au galop".*

Gérald Darmanin : *"Veut-on d'un Premier ministre qui non seulement est antisémite, mais qui par ailleurs ment aux Français devant des preuves qui l'accablent?"*

Bruno Retailleau a dénoncé des *"propos absolument affligeants"* et *"accablants"* lors d'un déplacement en Haute-Savoie ce vendredi. *"Si c'est vrai, c'est extrêmement grave"*. 20 Minutes avec AFP 2 octobre 2026

---

## **Big Brother et ses agents vous surveillent et vous dénoncent**

Ils appartiennent à l'espèce pourrie des inquisiteurs, des puritains néoconservateurs, des délateurs, des calomniateurs, des flics de la pensée unique, des chiens de garde du régime.

Dans une vidéo diffusée par le site "*le Média*", Raphaël Glucksmann accusait Ségolène Royal d'avoir fait "*la danse du ventre*" auprès d'Emmanuel Macron. Lors du troisième et dernier débat télévisé des candidats de la social-démocratie à la présidentielle de 2027, le candidat Place publique a expliqué que les images avaient été filmées "*dans un cadre privé*" et que ses propos sur Ségolène Royal "*n'avaient pas vocation à sortir*".

Donc, si on comprend bien, des propos ou écrits tenus dans un cadre privé, n'ont pas "*vocation à sortir*" ou à être portés à la connaissance du public, ils seraient protégés par la loi ou de la Constitution au titre de la liberté d'expression à titre individuel accordée à chaque citoyen. Mais alors pourquoi le même droit n'a-t-il pas été accordé à d'autres personnes, dont par exemple Bardella ? Parce qu'ils n'en ont rien à foutre des lois et de la Constitution, des libertés individuelles ou collectives, ils interprètent les textes officiels comme bon leur semble, un point c'est tout, ils se comportent en dictateurs.

Mais comment est-ce possible que des acteurs politiques qui se prétendent de gauche puissent se comporter en despotes ? Tout seulement parce qu'ils n'ont jamais été de gauche. D'ailleurs, si vous avez observé attentivement leur comportement, vous aurez remarqué qu'ils peuvent passer du néolibéralisme au néoconservatisme comme on change de chemise, ce qui signifie qu'entre eux ils peuvent s'accorder bien des écarts ou des excès sans être sanctionnés, ainsi ils repoussent au maximum les limites de ce qu'ils peuvent se permettre et interdire aux autres.

Par exemple, ils peuvent passer du conservatisme puritain au néolibéralisme permissif ou pervers sans qu'ils y voient une contradiction. Comment est-ce possible ? Pardi, parce qu'ils sont à la fois juges et parties. Par conséquent, ils estiment qu'ils sont les seuls à juger où commence et où se terminent vos libertés individuelles. Si vous le contestez, selon les circonstances et le sujet de votre différent avec eux, les représentants du néolibéralisme ou ceux du néoconservatisme vous tomberont dessus à bras raccourci pour vous anéantir, c'est bien en ces termes qu'ils se sont exprimés à propos de Bardella, notamment Ruffin, celui qui pourrait passer pour le plus à gauche d'entre eux, est en réalité celui qui est le plus réactionnaire. Cela vous étonne encore ?

En dernière analyse, j'ai l'impression que ces polémiques montées de toutes pièces visent uniquement la liberté d'expression individuelle qu'ils entendent restreindre, parce qu'ils veulent nous museler davantage. Comment cela ? C'est très simple.

A partir de maintenant, chacun d'entre vous va se dire: Si j'envoie un mail à un pote, un parent, une simple connaissance, un collègue de travail, un voisin, un camarade de parti, à un propriétaire d'un portail, si j'adresse un commentaire à un blog sous ma véritable identité, etc. qui sait si un jour il ne va pas atterrir dans la boîte aux lettres de mon patron, d'un média, de la DGSI, du ministre de l'Intérieur, d'un juge ou d'un procureur, vous imaginez un peu ce que vous risquez, vous êtes foutus, viré, excommunié, boycotté, bannis, terrifiant, n'est-ce pas ?

J'en vois déjà qui en pissent dans leur culotte de trouille que cela leur arrive. Ô mon dieu, protégez-moi, je vous jure que je suis digne de votre confiance, qu'est-ce qu'on va devenir s'il faut se méfier de tout le monde et son ombre par-dessus le marché, attention, vous alliez marcher dessus, malheureux !

Je vais vous dire la meilleure attitude à adopter en pareille circonstance : S'en contrefoutre totalement, il faut continuer de vivre comme avant, après reste à savoir si vous êtes ou non en paix avec votre conscience, cela ne concerne que vous seul, vous seul le savez, vous seul pouvez répondre à cette question. Personnellement, j'utilise toujours mon identité, j'entrerais en clandestinité le jour où le fascisme aura été proclamé.

---

### **Restauration de l'Ancien Régime.**

#### **Avec 4 points de plus, Édouard Philippe progresse dans l'opinion et se place juste derrière Marine Le Pen et Jordan Bardella - BFMTV 2 octobre 2026**

Jusqu'ici sous-estimer sur sa capacité à embarquer les Français, Édouard Philippe commence peu à peu à séduire les électeurs. Selon un sondage Elabe pour Les Échos, publié ce jeudi 1er octobre, la cote de popularité du candidat Horizons à l'élection présidentielle progresse de 4 points réduisant ainsi une partie de son retard derrière Marine Le Pen et Jordan Bardella.

Parmi les personnalités politiques les plus appréciées, Édouard Philippe se hisse donc à la troisième place avec 30% des suffrages, derrière Jordan Bardella (37%) et Marine Le Pen (37%).

À quelques mois de la présidentielle, les électeurs d'Emmanuel Macron conservent une grande estime de l'ancien Premier ministre.

Selon le baromètre Elabe, Édouard Philippe se hisse en première position des personnalités politiques les plus appréciées, avec 70% des opinions favorables.

Dans cette course très incertaine pour 2027, rien n'est encore acquis pour le candidat Horizons.

---

### **Espagne.**

J-C – S'ils poussent les classes moyennes à bout ou à la révolution en Occident, ils vont l'avoir ! Je crois qu'on est à un tournant de la situation politique. Si les masses manifestent leur indépendance ou si elles agissent à leur guise en se moquant de savoir quel parti est au pouvoir, tous ces régimes sont foutus ! Lisez attentivement ces témoignages, ils sont très révélateurs.

#### **Espagne : après le rejet des mesures du gouvernement, des manifestations monstres pour le droit au logement - AFP 3 octobre 2026**

Des manifestations monstres pour le logement ont rassemblé samedi des dizaines de milliers de personnes à Madrid et dans de nombreuses villes espagnoles, après le rejet des mesures du gouvernement de Pedro Sanchez, qui pourrait convoquer des élections anticipées pour sortir de la crise.

A Madrid, où un campement rassemble une centaine de militants depuis une semaine sur une place ultra-touristique, plusieurs cortèges, marchant derrière une large banderole "*Vers la grève générale*", ont convergé vers une autre vaste place du centre-ville. Quelque 70.000 personnes, selon les autorités, à 500.000, selon le syndicat des locataires, ont défilé dans la capitale espagnole.

*"Ce qui se respire dans les rues, c'est une nouvelle énergie, (...) une énergie qui vient démontrer que huit jours de pouvoir populaire sont capables de faire bien plus que huit ans de gouvernement progressiste",* a déclaré, dans une pique à l'adresse du gouvernement Sanchez, Valeria Racu, une des porte-parole du syndicat de locataires à l'origine du mouvement, dans une déclaration transmise à la presse.

*"Les politiciens sont aux ordres de l'argent, des fonds +vautours+ et éloignés du peuple",* fustige dans un des cortèges madrilènes Adhara Freile, 41 ans, jardinière, qui vit avec son compagnon dans un appartement d'une pièce à Villaverde, un quartier très excentré de Madrid. L'année prochaine, lorsque leur bail arrivera à échéance, elle craint qu'ils ne soient contraints de quitter leur logement, comme c'est arrivé à d'autres personnes de son immeuble.

Libraire de 26 ans, Marcos Sainz, lui, louait auparavant un appartement de 3 pièces avec des amis pour 900 euros de loyer. Aujourd'hui, selon ses constations, un 2 pièces vaut souvent 1.000 euros. *"Et encore, je me sens privilégié parce que je peux me le permettre",* déclare-t-il à un journaliste de l'AFP.

Lui assure qu'il continuera à protester *"jusqu'à ce que quelqu'un ose régler tout ça, parce qu'on va devoir tous quitter Madrid et ça me fait de la peine, parce que je suis de Madrid"*.

*"Nous vivons dans des conditions très précaires, écrasés par un système qui ne nous offre pas des conditions dignes pour vivre. Et nous revendiquons un droit fondamental : avoir un logement décent, une stabilité et des conditions qui nous permettent de construire un projet de vie digne",* abonde Javier, 31 ans, un installateur de panneaux photovoltaïques qui n'a pas souhaité donner son nom.

*"Personnellement, en ce moment, je vis dans un appartement de 90 mètres carrés, avec trois autres personnes",* explique-t-il : *"Je consacre, comme la plupart d'entre nous, la moitié de mon salaire à une minuscule chambre"*.

*"Ici, on peut voir clairement que nous sommes la majorité des gens, et que les problèmes qui touchent la majorité semblent ne pas concerner nos +représentants+, entre guillemets. Ils ne s'y intéressent pas et ne prennent aucune mesure",* fustige-t-il.

Ces défilés, qui étaient prévus avant le rejet vendredi des mesures portées par le gouvernement par les députés, s'inscrivent dans le cadre de la crise ouverte il y a une dizaine de jours par l'expulsion de son logement madrilène d'une octogénaire, devenue le symbole de la crise du logement qui frappe l'Espagne depuis plusieurs années.

*"C'est maintenant que commence la vraie politique, la politique qui a toujours appartenu au peuple et qui revient une bonne fois pour toutes dans les rues",* a estimé Valeria Racu.

Vendredi, le rejet des textes portés par le gouvernement, qui prévoyaient notamment de suspendre jusqu'en 2030 les expulsions de personnes vulnérables, des mesures contre les fonds dits "vautour", ou le renouvellement automatique des contrats de location, a relancé les interrogations sur la fin de la législature, prévue en 2027.

Comme dans de nombreuses capitales européennes, le manque de logements abordables est l'un des principaux problèmes sociaux en Espagne, où les plateformes touristiques comme Airbnb et les fonds d'investissement sont accusés de faire flamber les prix en achetant des biens immobiliers et en réduisant l'offre pour les habitants.

J-C - Pedro Sánchez ne disposait pas d'une majorité absolue au Parlement et dirigeait un gouvernement minoritaire de coalition, du coup, deux textes qui étaient plutôt favorables aux locataires ont été rejetés, bien qu'ils ne contenaient aucune mesure en faveur d'une réduction importante des loyers devenus prohibitifs dans toute l'Espagne et pas seulement dans les grandes villes, comme partout ailleurs dans le monde.

Imaginez, c'est exactement la même chose dans mon village au fin fond du Tamil Nadu en Inde du Sud, où il n'y a pas un seul service public, pas un seul commerce, rien, les loyers sont aussi élevés qu'à Pondichéry ou Chennai.

Pour revenir en Espagne, et cela ne concerne pas seulement ce pays, je crois que la même situation se développe dans tous les pays de l'UE ou occidentaux. Les problèmes sociaux sont en train de s'accumuler au point de prendre une tournure insupportable, du fait de l'appauvrissement général de la classe ouvrière et des classes moyennes, du coup elles n'ont plus les moyens de compenser les conséquences de la crise du capitalisme. Dorénavant, elles se les prennent en pleine gueule, ce qui les force à réagir ou à se mobiliser quel que soit le parti au pouvoir, ce qui signifie, qu'on serait à l'aube d'un nouveau cycle de la lutte de classe du prolétariat, qui pourrait bien déboucher sur une nouvelle crise révolutionnaire, apparemment toutes les conditions sont réunies, il ne manque plus effectivement qu'une étincelle pour que la baril de poudre que sont devenus ces régimes explose !

On déplorera le manque d'organisation de la classe ouvrière et l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, d'une Internationale...

## **Epilogue.**

### **Crise du logement en Espagne: Pedro Sanchez convoque des élections anticipées le 29 novembre - RFI 5 octobre 2026**

Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez a annoncé, lundi 5 octobre, qu'il allait convoquer des élections législatives anticipées le 29 novembre prochain, après le rejet vendredi des mesures que son gouvernement avait présentées pour tenter de sortir l'Espagne de la crise du logement.

*« Pour mener en profondeur les réformes en suspens dont nous avons besoin [...], nous devons nous mobiliser et obtenir que le Parlement nous accorde une majorité bien plus large, progressiste, grâce à laquelle nous pourrions faire plier les élites, conquérir de nouveaux progrès sociaux et continuer à transformer l'Espagne »,* a déclaré Pedro Sanchez, lors d'une allocution solennelle au palais de la Moncloa.

*« J'ai décidé de convoquer dès ce matin un Conseil des ministres extraordinaire afin de dissoudre les Chambres et de convoquer des élections législatives qui se tiendront le dimanche 29 novembre »,* a-t-il ajouté.

Les sondages les plus récents placent le principal parti conservateur d'opposition, le Parti populaire (PP), devant les socialistes. Face à la faiblesse du gouvernement, le PP réclame régulièrement depuis plusieurs mois la tenue d'élections anticipées.

Comme dans de nombreux pays européens, la pénurie de logements abordables constitue l'un des principaux problèmes sociaux en Espagne. RFI 5 octobre 2026

## **En complément.**

### **Crise énergétique : «les prix du gaz ont augmenté de 140% et ceux du diesel ont doublé», selon Bruxelles - RT 2 oct. 2026**

Depuis février, mois au cours duquel les États-Unis et Israël ont lancé leur offensive contre l'Iran, «les prix du gaz ont augmenté de 140% et ceux du diesel ont doublé», a annoncé ce 2 octobre Paula Pinho, porte-parole de la Commission européenne, citée par l'agence de presse TASS.

J-C – Cela rejoint ce que j'ai écrit plus haut, les masses sont de plus en plus pressurisées de tous les côtés, les prix augmentent tellement, qu'à un moment donné, soit c'est la mort lente par asphyxie, leur niveau de vie est gravement compromis, soit le soulèvement.

---

## **Grande-Bretagne.**

J-C – Quand les Verts britanniques sanctionnent le racisme.

L'époque où la nation du «*peuple élu*» pouvait imposer son dictat au monde entier est définitivement terminée avec le génocide en cours à Gaza. Le sionisme et l'Etat juif d'apartheid sont honnis à travers le monde.

Ce sont les sionistes les racistes, l'immense majorité des juifs d'Israël, et non les Palestiniens ou leurs centaines de millions de sympathisants dans le monde.

### **Royaume-Uni : En votant que le sionisme est du « racisme », les Verts britanniques provoquent la colère d'Israël - 20 Minutes avec AFP 5 octobre 2026**

Les Verts ont approuvé dimanche une motion affirmant que le sionisme est une forme de racisme, suscitant des condamnations de la part des associations juives britanniques, du gouvernement israélien et du parti travailliste britannique au pouvoir.

L'adoption de la motion a donc été vivement condamnée par Israël. Le président Isaac Herzog a qualifié cette motion de «*honte*» et de «*disgrâce*». La motion «*constitue un texte clairement antisémite [...] dans la mesure où elle nie le droit du peuple juif à l'autodétermination*», a pour sa part déclaré le ministère des Affaires étrangères israélien, annonçant que le chef des Verts, Zack Polanski – qui n'a pas pris part au vote –, était désormais interdit d'entrée en Israël.

La motion, adoptée lors de son congrès politique, fait «*officiellement*» des Verts «*un parti antisioniste*» et affirme que «*l'antisionisme ne doit pas être assimilé à l'antisémitisme*». Elle dit que le sionisme doit être «*considéré comme toute autre forme de racisme*». Elle «*appelle à la création d'un seul Etat palestinien démocratique sur l'ensemble de la Palestine historique, garantissant l'égalité des droits pour tous*», selon le texte de la motion.

Le texte, qui a été approuvé par 1.022 militants (813 ont voté contre), a divisé le parti. Adrian Ramsay, député Vert, s'est ainsi dit «*profondément attristé*» sur X par l'adoption de la motion. «*Elle ne reflète ni les principes des Verts ni mon opinion personnelle*», a-t-il écrit.

Avant même le vote de la motion, trois organisations de la communauté juive britannique avaient adressé une lettre au parti : ce texte ferait des Verts «*le premier parti politique britannique d'une*

*importance électorale significative, de mémoire récente, à adopter ce qui semble être une plateforme politique ouvertement antisémite », ont-elles écrit.*

Le parti travailliste au pouvoir a également condamné ce vote. « *Il est honteux de voter contre une solution à deux États pour Israël et la Palestine et de qualifier de racistes l'immense majorité des Juifs britanniques et des Juifs du monde entier au motif qu'ils soutiennent le droit d'Israël à exister* », a jugé Bridget Phillipson, la présidente du parti.

---

### **Selon The Daily Telegraph, la dette publique du Royaume-Uni a triplé en 20 ans - RT 2 nov. 2026**

Le niveau de la dette publique britannique a triplé entre 2005 et 2025, a rapporté The Daily Telegraph le 2 novembre, citant une analyse du cabinet de conseil Oxford Economics. Selon le quotidien britannique, il s'agit de la plus forte augmentation de cet indicateur parmi toutes les économies des pays développés.

The Daily Telegraph a souligné qu'en raison de l'incapacité des gouvernements successifs à vivre selon leurs moyens, la dette publique britannique s'élève désormais à 3 800 milliards de dollars (environ 3 290 milliards d'euros), soit pratiquement 100 % du PIB. En conséquence, le pays est contraint de dépenser chaque année plus de 130 milliards de dollars (environ 112,6 milliards d'euros) pour payer les intérêts de sa dette. L'article souligne que seuls l'Espagne et les États-Unis ont enregistré des taux de croissance similaires de la dette publique au cours des 20 dernières années.

Selon le journal britannique, les économistes craignent que le Royaume-Uni ne se retrouve dans une situation dangereuse où le coût élevé du service de la dette et la faible croissance économique pourraient entraîner une augmentation des impôts pour rembourser les emprunts, ce qui nuirait à l'économie et conduirait à de futures hausses de l'imposition. De surcroît, le pays est déjà confronté à un coût d'emprunt plus élevé que la France et les États-Unis. RT 2 nov. 2026

---

### **Etats-Unis.**

#### **Réorganisation du Pentagone - Réseau Voltaire 2 octobre 2026**

Pete Hegseth, secrétaire à la Guerre, a délivré, le 30 septembre 2026, son discours sur l'état des forces armées devant les troupes à Quantico, en Virginie.

1 • Il a annoncé la création de l'Autonomous Warfare Command (AutoWarCom) chargé de la construction et de la fourniture de capacités autonomes et robotiques pour l'ensemble des armées états-uniennes.

2 • Il a annoncé l'extension du Corps des Cadets à plusieurs universités afin d'inculquer la discipline des cadets, l'instruction tactique et l'organisation militaire à leurs étudiants.

3 • Il a annoncé le programme « *Fortress America* », pour renforcer la sécurité des bases US contre les cyberintrusions, les drones et le sabotage.

4 • Il a appelé tous les gouverneurs des États et leurs adjudants généraux (c'est-à-dire les commandants de la Garde républicaine) à concourir pour obtenir que la prochaine grande base états-unienne soit dans leur État. Il s'agit de construire entièrement une plate-forme de projection de puissance de premier plan et de classe mondiale à partir de zéro.

5 • Il a annoncé la création d'un Bureau des affaires religieuses au sein des armées. Il aidera à faire en sorte que chaque membre de la Force ait un accès volontaire et significatif au soutien religieux et à la communauté qui favorise le but et la résilience nécessaires pour endurer les difficultés, le déploiement, le combat et la mort.

6 • Il a également annoncé le lancement du « *Projet Meridian* », chargé d'étudier et de proposer des applications militaires à long terme. Il l'a confié à Elon Musk, à Palmer Luckey, cofondateur de la société de technologies de défense Anduril Industries, et à Newt Gingrich, ancien président de la Chambre des représentants.

• Accessoirement, il a annoncé qu'il réduisait de 20 % le nombre de poste de généraux et d'amiraux. Réseau Voltaire 2 octobre 2026

J-C - Ne vous fiez pas au titre.

---

### **Palestine Occupée.**

J-C - Le massacre continue quotidiennement.

### **À Gaza, quatre femmes et un homme tués dans une frappe israélienne pendant la nuit - BFMTV 4 octobre 2026**

Cinq personnes, un jeune homme, deux femmes et leurs filles respectives, ont été tuées dans une frappe aérienne sur la ville de Gaza menée par l'armée israélienne pendant la nuit de vendredi à samedi.

---

### **Iran.**

### **Guerre au Moyen-Orient: deux membres de la délégation iranienne à l'ONU "chassés" des Etats-Unis - BFMTV 4 octobre 2026**

Les États-Unis ont "chassé" deux membres de la délégation iranienne qui avaient assisté à la récente Assemblée générale de l'ONU après qu'ils ont ignoré un ordre de quitter le pays, a annoncé le département d'État samedi.

*"Deux autres membres de la délégation iranienne ont été trouvés encore présents à New York bien après la clôture de l'Assemblée générale des Nations unies. Ils ont désormais été chassés des États-Unis", a déclaré un responsable américain à l'AFP, ajoutant que le secrétaire d'État Marco Rubio "ne plaisante pas".*

Les médias américains ont rapporté que le département d'État avait demandé au ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi et à sa délégation de quitter le pays lundi dernier. Il a

cependant appris, par la mission iranienne à l'ONU, que deux membres de cette délégation se trouvaient encore dans le pays, et a procédé à leur expulsion.

Selon le média Axios, un membre de la délégation est parti vendredi soir, tandis que le second a quitté le pays samedi matin.